

CIBLE

Ombres

Petite pluie de sondages sur le futur référendum. Vous voulez la tendance ? En gros, 65 % des Français se prononcent pour le Oui et 35 % pour le Non.

Attention ! Partisans du traité, ne vendez pas la peau de l'ours de manière prématurée ! Adversaires d'icelui, ne vous laissez pas gagner par la panique ! N'oubliez pas que, parmi les personnes interrogées, 40 % ne se prononcent pas. Ce qui signifie que les sondeurs ne savent pas du tout ce qui va se passer.

Cette incertitude vaut pour tous les sondages politiques : en France et ailleurs, la moitié des sondés refusent de répondre aux enquêteurs et les pourcentages d'opinions positives ou négatives sont calculés sur des échantillons qui se réduisent comme peau de chagrin.

Pour continuer à vivre, les instituts de sondages doivent réduire ces zones d'ombre peuplées de citoyens qui ont une opinion hostile sur les enquêtes d'opinion.

Afin de réduire ces rebelles, les Américains du Nord récompensent en bel et bon argent ceux qui acceptent de répondre. Ils utilisent aussi diverses techniques de manipulation psychique.

Appâts et conditionnement : ainsi va la « démocratie d'opinion ».

GÉNOCIDE

Non ! La France n'est pas coupable

Proche-Orient

**Sortir des
fantasmes**

p. 6/7

Idées

**Alain
Badiou**

p. 9

La mémoire sans le devoir

Si la mémoire d'Auschwitz se réduit à un devoir, le crime métaphysique et physique perpétré par les nazis ne pourra pas être compris par les générations futures.

C rime métaphysique : la volonté délibérée d'exterminer la totalité du peuple juif procède de ce qui est spécifique au projet hitlérien. Les nazis voulaient refonder l'Europe en lui donnant une nouvelle origine : le peuple allemand épuré, la pensée allemande purifiée, l'homme allemand exclusivement identifié à son essence germanique.

Crime physique : il fallait donc éliminer totalement le peuple juif, qui est effectivement, dans son être et dans son existence historique, l'origine de la civilisation fondée sur le monothéisme. C'est ce qui distingue la politique planifiée d'extermination du Peuple originel de toutes les autres destructions de peuples et de tous les autres massacres de masse.

Il est donc nécessaire de commémorer le sixième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz de manière particulièrement so-

lennelle puisque cette libération par l'Armée soviétique est une victoire de notre civilisation sur le nihilisme.

Voilà qui dépasse le débat, point inutile, sur les responsabilités des différents acteurs de la guerre. Voilà qui transcende infiniment la « concurrence entre les victimes » qui existe depuis l'ouverture des camps de concentration et qui continuera de marquer le travail de la mémoire douloureuse.

Ces convictions sont assénées ici sans précautions de style. Elles n'empêchent pas la méditation religieuse, la réflexion philosophique, la recherche historique. Au contraire, elles tentent de prévenir les effets désastreux du discours médiatique sur l'opinion publique et plus particulièrement sur les jeunes générations. Je ne vise pas les journalistes de la presse écrite, ni les documentaires télévisés, ni les débats entre personnes qualifiées, mais cette poignée d'animateurs vedettes qui lan-

cent leurs slogans au journal de vingt heures et qui inspirent les rédacteurs pressés des allocutions officielles.

Trois formules doivent être récusées, au risque de ne pas être compris :

Horreur devant la barbarie ? Ce sentiment de l'horreur réduit par trop à une réaction normale, celle qu'on éprouve face à toute mise à mort violente, notre saisissement quant à ce qui s'est passé dans les camps nazis. La dénonciation de la barbarie nous délivre de toute interrogation sur la mise en œuvre d'un projet radicalement nihiliste dans une société allemande caractérisée par sa très haute culture et par sa modernité technologique. Si Auschwitz est le massacre commis par un clan de brutes menées par un fou, le génocide n'est qu'un monstrueux dérapage qui n'a pas besoin d'être pensé mais simplement dénoncé.

Plus jamais ça ? Aujourd'hui complices, par prudence et par indifférence, d'idéolo-

gies et de pratiques criminelles, les vedettes médiatiques se donnent bonne conscience à peu de frais. Leur rejet de la barbarie les empêche de se demander si le fait de célébrer à longueur d'années la destruction des tabous, de récuser tout ordre symbolique au nom de la modernité libérale-libertaire, de noyer toute pensée dans la communication, n'est pas une des causes du déchaînement de la pulsion de mort au pays de Goethe. Hitler fut le plus grand communicant du XX^e siècle et tous les tabous ont été brisés dans les camps nazis.

Devoir de mémoire ? Si notre devoir de téléspectateur consiste à répéter des slogans ineptes, la mémoire vive sera détruite. La mémoire vive, c'est l'incommunicable qui n'est pas tout à fait indicible, c'est la mémoire tissée d'oubli et la mémoire de l'oubli. Il faut oublier pour ne pas être étouffé par la mémoire, comme le sont aujourd'hui certains de nos amis balkaniques. Mais nous éprouvons tous le retour douloureux de ce qui a été oublié ou enfoui, sans avoir le sentiment de faire notre devoir.

Le devoir de mémoire, c'est ce que voudraient s'imposer les vedettes médiatiques, qui vivent dans l'instant et qui ont sacrifié leur culture à la compassion verbale. Voici peu, l'un de ces animateurs d'antenne liait dans une même phrase le sixième anniversaire de la libération d'Auschwitz et celui du premier mois après le tsunami. C'est avec de telles équivalences que la mémoire se détruit.

Bertrand RENOUVIN

royaliste ♦

BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN
SOMMAIRE : p.2 : La mémoire sans le devoir - p.3 : Le jeu de la loi - Chiffres - p.4 : Libé - Le nucléaire se fait modeste - p.5 : L'année anglaise - p.6/7 : Les fantasmes sur Israël - p.8 : Balkans - L'économie trafiquante - p.9 : Retour au XX^e siècle - p.10 : Mr Eddy - La liberté guidait nos pas - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La France n'est pas coupable.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Le jeu de la loi

La révision de notre loi fondamentale était un acte de raison, décidé dans le souci de la longue durée. Ce n'est plus qu'une manœuvre tactique, arrêtée en fonction d'objectifs à court terme.

Au lieu de conforter la Constitution de la V^e République, les révisions qui se succèdent depuis quelques années détruisent sa logique (le quinquennat) ou la transforment en déclarations de bonnes intentions (la *parité*) et en proclamations redondantes (sur la décentralisation) sans qu'on se préoccupe des conséquences.

Les effets logiques se produisent cependant et créent de nouvelles confusions auxquelles on répond par de nouveaux bricolages. Ainsi l'accumulation d'élections diverses en 2007, qui embarrasse ceux qui ont voulu la réduction de la durée du mandat présidentiel.

Nous aurons aussi les conséquences, négatives, du projet de loi constitutionnelle actuellement débattu au Parlement.

Bien entendu, cette révision est nécessaire si l'on accepte les termes du *traité constitutionnel* en question puisque « *trois catégories de stipulations du traité [mettent] en cause les conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale* » selon les termes de l'exposé des motifs du projet de loi en discussion.

Mais les rédacteurs de ce projet ont ajouté une disposition rédigée par calcul strictement tactique, effectué selon les divisions propres à la droite. Au terme de l'article 2, notre Constitution comporterait un nouvel alinéa à son article 88 ainsi rédigé : « Art. 88-5.- Tout projet de loi autorisant la ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un

État à l'Union européenne et aux Communautés européennes est soumis au référendum par le Président de la République. »

Nul n'ignore que c'est l'adhésion de la Turquie et d'elle seule qui est en question. Face à la réaction anti-turque de MM. Sarkozy, Bayrou et de Villiers, Jacques Chirac a cru malin de différer la réponse finale à la question turque en décidant que le peuple français déciderait en dernier ressort.

Coup double ! Les anti-turcs étaient privés de leur bataille et ceux qui se plaignaient du *déficit démocratique* de l'Union européenne étaient contraints de rabaisser leur caquet.

Coup doublement manqué. Les anti-turcs n'ont pas désarmé : avec son cynisme habituel, Nicolas Sarkozy a relancé le débat à la mi-janvier pour mieux défier Jacques Chirac qui a été obligé de répliquer sur ce point. Par conviction démo-chrétienne, François Bayrou a mis son propre fer dans la plaie lors de son congrès et les adhérents de l'UDF se sont prononcés à une écrasante majorité pour le *Oui* au traité et pour le *Non* à la Turquie. Dans le débat politique, le traité et la Turquie sont maintenant des sujets liés, ce que l'Élysée et Matignon voulaient éviter.

De plus, en décidant que les futures adhésions à l'Union européenne seraient soumises à référendum, l'Élysée et Matignon créent un lien juridique entre le *traité constitutionnel*

et la question turque. Par le jeu de ses différentes factions, la droite parlementaire est devenue une machine à fabriquer du *Non* : Nicolas Sarkozy se fiche de la Turquie comme de la bataille de Lépante mais veut en finir au plus vite avec Jacques Chirac, tout comme François Bayrou qui est le plus européen de la bande.

Face à ces deux adversaires plus ou moins redoutables, le président de la République dispose de l'appui officiel de la direction socialiste puisque c'est son porte-parole, Julien Dray, qui a dénoncé le « *syndicat de la confusion* » qui reprendrait le jeu qu'avait mené la droite conservatrice pour faire tomber le général de Gaulle sur le référendum de 1969. L'empreinte jospiniste sur le hollandisme, c'est cette politique de collaboration qui a déjà conduit le Parti socialiste à la défaite. Comment en effet s'opposer radicalement, en 2007, à celui dont on a soutenu les thèses deux ans plus tôt ?

Toutes ces manœuvres ne comblent pas le *déficit démocratique* puisque les enjeux des consultations populaires demeurent masqués. Les tactiques politiciennes ne doivent pas non plus faire oublier que les conditions posées à la Turquie vaudront pour les autres adhésions - celle des pays de l'ancienne Yougoslavie et de l'Albanie. Les partisans du *Oui* ont donc inventé un nouveau système de blocage à multiples détentes qui s'ajoute aux mécanismes autobloquants inscrits dans le *traité constitutionnel*. Sur le chemin de l'absurde, nous progressons.

Annette DELRANCK

Chiffres

Où passent nos impôts ? À cette lancinante question, *Le Figaro* (27-1) apporte des éléments de réponse inouïs : à payer des fonctionnaires qui se tournent les pouces. Preuve : le sain journal annonce « *les vrais chiffres sur le temps de travail des policiers* ». Ce titre met en alerte. Les statisticiens expliquent qu'il n'y a jamais de « *vrais chiffres* » car toute statistique est une construction. De fait, les chiffres publiés ne concernent que les policiers en tenue (donc pas la PJ, la DST, etc.) et sont tirés de la *main courante informatisée* qui ne reflète que grossièrement la complexité du réel.

C'est à partir de ces données douteuses que *Le Figaro* révèle qu'un policier en tenue fait « *vingt-sept heures de travail effectif en moyenne [...] dont neuf sur le terrain* ». Suit une avalanche de chiffres qui montrent que les effectifs sont mal utilisés - ce que tout le monde sait depuis nombre d'années.

La discussion reste ouverte sur ce point, mais qu'on ne perde pas de vue l'essentiel : même si un policier ne passe que neuf heures par semaine sur le terrain, il y met en péril sa santé physique, sa vie et son équilibre psychique car c'est lui qui est immédiatement confronté à la misère sociale.

Des heures mal payées qui sont cent fois plus dures à vivre que celles du lecteur de statistiques, pressé de publier son cliché sur les fonctionnaires paresseux : M. Dassault fait insulter par ses gens les policiers dont il a besoin, plus que d'autres, pour protéger sa tranquillité, son argent et ses usines. Cela aussi lui sera compté.

Yves LANDEVENEC

Le nucléaire se fait modeste

Le 22 janvier, les salariés de *Libération* ont approuvé l'entrée d'Édouard de Rothschild dans le capital de l'entreprise.

L'ancien mao qui se livre à l'un des représentants du capitalisme financier, cela aurait permis un article facile... mais trompeur. D'abord parce que le sauveur du journal reste minoritaire, ce qui signifie que les choses se passeront en douceur, comme souvent dans le monde de la grande presse.

Ensuite et surtout parce que Serge July ne trahit ni son passé ni ses amis. Il a toujours été dans la norme. Le jeune Serge fut maoïste quand il fallait l'être, avec cette niaiserie enthousiaste qui accablait Jean-Paul Sartre... futur fondateur de *Libération* avec Maurice Clavel. Serge July fut ensuite mitterrandiste quand il était gratifiant d'être du côté de cette puissance-là. Monsieur July se réclama aussi de la *génération morale* avant de se faire le militant des thèses libérales-libertaires.

Après tout, pourquoi pas ? Dans une démocratie, il est bon que des journaux expriment la norme en usage à un moment donné dans la classe dirigeante.

L'ennui, pour la démocratie, c'est que les trois quotidiens nationaux de référence (*Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*) sont de plus en plus liés aux puissances économiques et financières et qu'ils expriment des points de vue remarquablement normalisés.

Et puis il y a la gêne provoquée par ce titre, criante imposture pour ceux qui se souviennent du *Libération* né dans la Résistance. De grâce, Serge, abandonne ce mot vomi par les gens de ton monde - ceux qui sont en train de détruire l'héritage de la *Libération*.

Jacques BLANGY

Divisé par deux entre 1990 et 2005, le budget de la dissuasion nucléaire⁽¹⁾ va encore diminuer dans les prochaines années. Est-elle passée de mode ?

Le nucléaire militaire ne fait plus recette. Les médias et les politiques préfèrent s'intéresser à la lutte contre le terrorisme et aux opérations extérieures menées par nos armées en Afrique ou ailleurs. Et pourtant, sans bruit, notre doctrine nucléaire évolue. Certains auraient préféré une révolution, comme Bruno Racine, le Président de la fondation pour la recherche stratégique, qui souhaitait un rapprochement avec Londres. Mais l'intégration de la dissuasion anglaise dans la stratégie américaine n'a pas permis de concrétiser les discussions.

Face à ce constat, Jacques Chirac avait lancé, en plein accord avec Lionel Jospin, une réflexion menée sous l'égide de Jean-Claude Malet, secrétaire général de la Défense Nationale (SGDN), en 1998. Elle aboutissait à une *nouvelle* doctrine nucléaire que le Président de la République exposait le 8 juin 2001 lors d'un discours à l'*Institut des Hautes Études de la Défense Nationale* (IHEDN), qui signalait l'acte de décès de la guerre froide : la dissuasion nucléaire ne menace plus uniquement les États disposant de l'arme nucléaire mais redevient globale comme à ses débuts. Elle vise « tous ceux qui voudraient menacer le territoire européen avec des armes nucléaires, biologiques ou chimiques. S'ils étaient animés d'intentions hostiles à notre égard, les dirigeants de ces

États doivent savoir qu'ils s'exposeraient à des dommages inacceptables pour eux ». Concrètement, il s'agissait d'adapter notre dissuasion, face à une puissance régionale, à l'enjeu d'un conflit qui ne serait pas notre survie même. Ce concept ne se résume plus à une dissuasion *anti-cités* mais évolue vers une riposte modulable et à géométrie variable, selon la nature et la variété des menaces. Cette révision n'apparaissait pas être la première depuis la fin de la guerre froide. Déjà, la France avait décidé de renoncer au plateau d'Albion, au missile sol-sol Hadès et au missile nucléaire M-5 destiné aux tirs intercontinentaux.

La loi de programmation militaire 2003-2008 tente de décliner ces nouveaux objectifs autour de trois axes, dont le plus original paraît être la nouvelle orientation prise par les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE). Initialement, ils étaient destinés à tirer leurs seize missiles le plus rapidement possible sur des cibles prédéterminées : la frappe était massive pour faire le plus de victimes possibles chez l'adversaire désigné, qui était l'URSS. Désormais, ces sous-marins pourront pratiquer un *tir fractionné* avec des têtes nucléaires de puissance variable (150 kilotonnes au maximum, le minimum reste secret). Le vecteur utilisé à partir de 2008 sera le missile M-51. La composante

aérienne restera, pour l'essentiel, fidèle à l'arsenal actuel avec les missiles air-sol moyenne portée (AMSP) qui seront perfectionnés et qui sont actuellement emportés par des avions Mirage 2000 et Super Étendard puis à partir de 2006 par des Rafales. Enfin, notre pays continuera de développer des outils de simulation indispensables depuis la fin des essais en vraie grandeur autour, notamment, du laser mégajoule du Commissariat à l'énergie atomique.

Mais le débat n'est pas clos pour l'instant : certains préconisent le recours à des armes nucléaires miniaturisées pour traiter certaines cibles terroristes. D'autres veulent amputer les crédits du nucléaire, tout simplement parce que la dissuasion coûterait trop cher. Toutefois l'Élysée confirmait toujours sa ligne de conduite notamment, lorsque à l'été 2004, Nicolas Sarkozy réclamait un gel des crédits du ministère de la Défense dans ce domaine, en rendant des arbitrages favorables à Mme Alliot-Marie. En fait, l'armement nucléaire est d'un coût limité et demeure indispensable. On ne refuse pas une assurance sur la vie.

Jacques DUCONSEIL

(1) En monnaie constante, les crédits du domaine nucléaire passent de 6,2 milliards d'euros en 1990 à 3,15 milliards d'euros en 2005 (source : projet de loi de finances pour 2005 - Défense Nucléaire, espace et services communs). En pourcentage, ils constituent 31,4 % du budget des équipements militaires en 1990, 20 % cette année et moins de 18 % en 2008 (loi de programmation militaire 2003-2008).

L'année anglaise

Gagnant des élections britanniques en mai prochain, Tony Blair sera à la fois président du G8 et de l'Union européenne. Que pourra-t-il faire ?

Depuis le 1^{er} janvier, le Luxembourg assume pour six mois la présidence de l'Union européenne mais la Grande-Bretagne assume celle du G8 qu'elle cumulera avec celle de l'U. E. au 1^{er} juillet. Plus petit pays de l'Union, le grand-duché est doublé (comme au cinéma) par le pays qui doit prendre sa suite et qui, selon les règles de la Troïka, l'accompagne dès cet instant en toute circonstance. Les constellations sont favorables à Londres auquel revient pour 2005 la présidence du groupe des pays les plus industrialisés. Tony Blair, Premier ministre depuis 1997, n'a jamais caché son ambition internationale. Il a donné la priorité à la politique extérieure, qu'il conduit personnellement, sur les préoccupations intérieures souvent laissées à son ministre des Finances. Il s'est fréquemment cru indispensable pour ensuite retomber de haut. Combien de fois n'a-t-il pas pensé avoir convaincu, voire contrôlé le président américain en s'affirmant son plus fidèle allié pour se retrouver trompé ? Invariablement déçu, il a toujours remonté la pente tel Sisyphe sans jamais se décourager, toute honte bue. Il a régulièrement relancé des projets de conférence ou de médiation, particulièrement pour le Proche-Orient, en vain, sans jamais progresser, sans parvenir à dégeler la Maison-Blanche sur le sujet. Tous ses efforts vont-ils connaître le même sort en 2005 ?

La conjoncture est peut-être différente car Blair voudrait

bien capitaliser au début du second mandat du président Bush sur les bonnes intentions qui habituellement sont manifestées à cette occasion. Mais à ce stade, Bush s'est réfugié dans des généralités, quand il n'a pas carrément inquiété plutôt que rassuré.

Le débat interne à l'Europe n'aide pas non plus le Premier ministre. Les dirigeants sont trop occupés à gagner leurs référendums sur le *traité constitutionnel* dont il n'ignore pas qu'il constitue la principale pomme de discorde entre son opinion publique et lui, ainsi qu'avec les opinions sur le continent. Il ne peut donc pas s'affirmer *au cœur de l'Europe* comme il s'en était donné l'ambition il y a sept ans.

Que lui reste-t-il ? L'arme des élections dans son propre pays vraisemblablement en mai prochain. Normalement, dans une telle conjoncture, le domestique devrait prédominer. Or c'est l'inverse. Parce que, en l'absence de réelle alternance, les conservateurs devant connaître une défaite historique, le débat se réduit à une querelle de personnalités : le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, se sent libre de ne pas s'absorber dans le budget et se sent pousser des ailes en cherchant à occuper, lui aussi, un créneau international, au titre du G8, sur le terrain de l'aide au développement. Dès lors, Blair surenchérit et le débat se circonscrit à la politique extérieure, non pas l'Irak ou l'Iran sur lesquels Londres ne dispose guère de marge de manœuvre, mais sur les ques-

tions de développement où la morale peut être sauve.

Car le moralisme est ce qui frappe toujours dans le personnage de Tony Blair qui, s'il va jusqu'au terme d'un nouveau mandat, soit jusqu'en 2010, dépassera en longévité non seulement Margaret Thatcher mais également le président Bush et le président Chirac, survivant à ces deux derniers. Tenant d'une diplomatie éthique, sans en rajouter sur la religion contrairement à son allié américain, il est en mesure de rassembler mieux que les États-Unis au-delà des critères culturels. En même temps, il fait pâlir les politiques extérieures de ses partenaires européens. La France, qui mêle considérations humanitaires et réalisme stratégique, fait figure, en dépit des plus généreuses propositions du chef de l'État, de pays égoïste et arrogant, et recule en Afrique. L'Allemagne sociale-démocrate, pourtant plus influencée qu'on ne le croit par des préoccupations morales, passe pour matérialiste et fondamentalement intéressée, alors que personne, ni Français ni Allemand, n'égale l'appétit au gain des investisseurs britanniques : *la politique de l'Angleterre c'est son commerce*, écrivait déjà Montesquieu. On n'en parle guère mais seulement d'aide au développement, d'initiative pour l'Afrique, de programme anti-Sida, de réduction de la pauvreté, etc. et sur ces plans on peine à suivre.

Comment se servir de Blair ? Telle est la grande question à laquelle le président Chirac doit répondre en 2005. La célébration de l'Entente cordiale tombée à plat en 2004 redevient d'une étonnante actualité en 2005.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **CÔTE D'IVOIRE** - Réunie en congrès extraordinaire à Abidjan l'Association des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire (ANCT-CI) a annoncé la création d'un « Conseil supérieur des rois et chefs traditionnels ». Composé de vingt et un membres et présidé par Nanan Agnini Bilé II, un ancien diplomate âgé de 70 ans et roi du Djuablin, ce Conseil aura pour tâche principale d'obtenir des autorités politiques du pays un statut officiel reconnaissant « leur mission d'interface nécessaire et indispensable entre les pouvoirs et la population ». Actuellement uniquement régis par le droit coutumier et par une loi de 1934 datant de l'époque coloniale, les chefs traditionnels (douze rois, cent quarante chefs de tribus et 11 800 chefs de villages) vont sans doute être entendus puisque le président Laurent Gbagbo leur a déclaré « il est effectivement important d'avoir un statut pour réglementer, pour remplacer les textes anciens qui ne correspondent plus à la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui ».

♦ **SUÈDE** - Rompant avec son habituel devoir de réserve, le roi Carl Gustav XVI avait publiquement critiqué l'apathie du gouvernement devant les conséquences du tsunami dans l'océan Indien. Cette intervention inhabituelle avait soulevé un tollé de la part du parti social-démocrate au pouvoir. Mais apparemment les Suédois sont d'un autre avis puisque, comme le rapporte Radio Sweden, la cote de popularité du roi qui oscille habituellement entre 65 et 70 % est passée à plus de 80 % après son intervention.

♦ **ITALIE** - Dans une lettre que son fils, le prince Emmanuel Philibert, est venu remettre personnellement à Rome à Amos Luzzatto, président de la communauté juive italienne, le chef de la maison de Savoie, le prince Victor Emmanuel a reconnu « les responsabilités politiques et morales du roi Victor Emmanuel III dans la promulgation des lois raciales en 1938 ». A l'époque, le roi ne s'était pas opposé et avait accepté de co-signer les lois raciales édictées par Benito Mussolini. « Rien ne peut justifier une telle violation des droits de l'Homme et de l'idée même de la civilisation. C'est une erreur d'autant plus grave que ces lois ne reflétaient pas les pensées et l'esprit du peuple italien » a ajouté le prince.

♦ **BAHREÏN** - Procédant à un remaniement ministériel, le roi Hamad ben Issa al-Khalifa a fait rentrer une deuxième femme au gouvernement. Le nouveau ministre, Fatima al-Blouchi, prend la tête du ministère des Affaires sociales qui vient d'être créé. L'autre femme Nada Haffadh détient le portefeuille de la Santé. En dépit de l'entrée en force des islamistes au Parlement en 2002, le roi poursuit donc son projet de faire évoluer la vie politique et sociale de son pays.

Sortir c fantasme

Frédéric Encel est professeur à l'ESG et enseigne les relations internationales à l'ENA et à Sciences-Po/Rennes. Avec François Thual, qui enseigne au Collège interarmées de défense et à l'École pratique des hautes études, il a récemment publié une *Géopolitique d'Israël*. Simple et audacieux leur objectif est d'analyser Israël comme un État national classique qui affirme son existence et son projet historique dans une situation géopolitique ordinaire où se mêlent des facteurs religieux, sociaux, stratégiques... Se détacher des clichés, des slogans, des fantasmes, c'est permettre la formation de jugements fondés – aussi opposés soient-ils.

■ **Royaliste :** Le *dictionnaire* que vous publiez avec François Thual souligne votre volonté de « sortir des fantasmes ». Pourquoi privilégier cet aspect des choses ?

Frédéric Encel : Parce que le sionisme et Israël sont l'objet de fantasmes tout à fait extraordinaires.

Un exemple : fin 1997, en Haute Égypte, des émeutes éclatent et leurs responsables demandent à parler directement au président Moubarak. Celui-ci finit par recevoir une délégation qui pose sur le bureau du président un... chewing-gum. Les délégués affirment qu'ils tiennent là une preuve manifeste du complot des sionistes qui ont parachuté des chewing-gums aphrodisiaques : dès lors, les hommes n'auraient plus pu satisfaire les épouses prises de folie charnelle - l'humiliation des mâles entraînant la destruction de la famille musulmane traditionnelle !

Ce n'est qu'une anecdote parmi des milliers d'autres qui montrent la puissance des fantasmes qui agitent les esprits - le plus récent concernant l'empoisonnement de Yasser Arafat.

Bien entendu, les Égyptiens vivent dans une situation difficile, les Palestiniens sont en guerre et l'on peut admettre qu'il y ait des comportements irrationnels. Mais en France, c'est la même chose : on peut parler de tous les pays et de tous les gouvernements étran-

gers de manière plus ou moins passionnée mais sans pour autant tomber dans des excès irrationnels. Quand il est question d'Israël, des personnes tout à fait raisonnables - des intellectuels, des universitaires - se livrent à des interprétations délirantes de la politique menée par le gouvernement de ce pays.

C'est pourquoi nous avons décidé, François Thual et moi, d'écrire ce livre afin de ramener Israël du *passionnel* au *rationnel*, quelles que soient par ailleurs nos préférences, nos convictions et notre expérience de la question : François Thual n'est pas un spécialiste du Proche Orient, alors que je m'y intéresse de très près.

Nous avons voulu établir des faits aussi précis que possible : nous ne doutons pas qu'ils nourriront des opinions divergentes ou opposées mais, du moins, ce seront des opinions informées. De fait, ce ne sont pas les froides observations des géopoliticiens mais les mythes et les mythomanes qui engendrent les grandes catastrophes. C'est pourquoi nous voulons avant tout dissiper les fantasmes.

■ **Royaliste :** En quoi consistent, fondamentalement, le sionisme et l'État d'Israël ?

Frédéric Encel : Le judaïsme, c'est une religion et un peuple : à partir du moment où il y a une ambivalence et chaque fois qu'il y a, comme dit mon maître Yves Lacoste, la *repré-*

sentation d'appartenir à un peuple et pas seulement à un clan ou à une ethnie, il y a revendication de l'*État nation*.

Je m'explique. Les Juifs se sont regardés comme peuple - au sens de la collectivité politique - pendant les mille premières années de leur existence et ils avaient organisé une administration du royaume très cohérente par rapport à ce qu'on observe à la même époque dans les pays voisins. Après 70, il n'y a plus de royaume, plus de territoire propre et les talmudistes ramènent la représentation du peuple au culte et à la religion. Pendant ces dix-huit siècles, aucun Juif, à ma connaissance, n'a revendiqué le retour à une cité souveraine.

Telle est l'origine du premier malentendu entre les Juifs et les musulmans. Que ce soit dans l'Espagne musulmane ou dans l'empire ottoman, les Juifs ne réclament rien qui soit politique et, dès lors, ils ne posent aucun problème aux princes et aux sultans. Les Juifs pouvaient donc faire du commerce et prier en toute tranquillité. Mais attention ! le métier des armes, les professions juridiques et l'exogamie leur étaient interdits.

Je souligne ces aspects de la condition des Juifs en pays musulman car on omet généralement de les rappeler lorsqu'on évoque l'Andalousie médiévale et la bienveillance du pouvoir ottoman. Mais je n'oublie pas que la situation

des Juifs était, aux mêmes époques, beaucoup plus difficile dans les royaumes francs et en Europe.

■ **Royaliste :** Hors de toute représentation fantasmagorique, en quoi le sionisme fait-il événement ?

Frédéric Encel : Le sionisme, c'est tout simplement la volonté d'un certain nombre de Juifs de *revenir* à ce qui prévalait quelques dix-huit siècles auparavant : un pilier identitaire principal constitué par le peuple. Le sionisme n'invente donc pas grand chose lorsqu'il revendique un État national pour les Juifs puisque les précurseurs du sionisme apparaissent dans le dernier tiers du XIX^e siècle, en même temps que s'affirment les nationalismes européens.

Quant à leur futur territoire, les sionistes avaient au début des opinions divergentes : certains pensaient à l'Ouganda, d'autres à l'Argentine avant de faire le choix d'Eretz Israël - la Terre promise.

N'oublions pas non plus que le mouvement sioniste n'était pas religieux, mais fortement marqué à gauche avec une tendance marxiste importante. D'où le collectivisme des kibboutz, sur lesquels flottent des drapeaux rouges en berne lorsque Staline meurt en 1953. D'ailleurs, Staline soutient la création de l'État juif et fait envoyer des armes lourdes à l'armée israélienne (elles ont joué un rôle décisif) parce qu'il est convaincu qu'Israël

les mes

va rejoindre le camp du communisme.

Il y a donc une construction politique de l'État d'Israël, ce qui ne veut pas dire que tous les membres du peuple juif participent de cette identité nationale. En Europe, vous rencontrerez beaucoup de juifs qui se définissent comme citoyens français, hors de toute autre référence. En Israël, vous verrez des rabbins qui se définissent par leur foi religieuse sans s'impliquer dans la politique de leur pays.

Il n'y a donc vraiment pas de quoi fantasmer sur le sionisme : ni sur sa puissance, ni sur les liens entre les Juifs et les Américains. Les États-Unis se sont alliés avec Israël en 1967 et les différents gouvernements américains ne leur ont jamais accordé de blanc-seing contrairement à ce qu'on affirme trop souvent. Même aujourd'hui, avec George W. Bush, Israël n'est qu'une variable parmi d'autres dans les prises de décisions américaines.

Fruit du sionisme, Israël est un État qui n'est pas démocratique à 100 % mais qui n'est pas du tout théocratique. Il y a un subtil équilibre entre la religion (le samedi est le jour chômé) et la politique.

■ **Royaliste : Quelles sont les principales caractéristiques de la guerre au Proche-Orient ?**

Frédéric Encel : Apparemment, c'est très simple : deux cents bombes atomiques d'un côté, des kalachnikov de

l'autre... Sur le terrain, c'est beaucoup plus compliqué.

Revenons en arrière. Dès 1947, la guerre était annoncée avec les Arabes qu'il faut d'abord considérer comme musulmans. Il ne s'agit pas du choc des civilisations. Dans l'islam arabe, les musulmans n'ont jusqu'à présent jamais admis la représentation des Juifs comme peuple constituant ou reconstituant une nation. Quand 650 000 juifs vivaient dans la Palestine sous mandat britannique, cela ne posait aucun problème. Mais, dans l'islam arabe, une terre conquise par les musulmans ne peut jamais être rétrocédée - ni aux Juifs, ni aux chrétiens. Les Juifs ont cependant une particularité : dans la tradition arabo-musulmane, ils ne sont jamais perçus comme une nation. Or, selon la charte des Nations unies, tout peuple a droit à l'autodétermination.

Si les Juifs sont reconnus comme peuple, ils ont le droit de se constituer en nation, sur leur territoire historique...

D'où le problème fondamental : lorsque Itshak Rabin s'asseyait en face de Yasser Arafat, l'un ne percevait pas l'autre pour ce qu'il était. Nous sommes là dans les représentations : Arafat voyait Rabin et tous les Juifs d'Israël comme une anomalie de l'histoire, comme des gens disposant d'armes modernes et du soutien de l'Occident chrétien mais cependant voués à la disparition. D'ailleurs, les Palestiniens et leurs amis n'ont cessé d'affirmer qu'Israël était sur la voie de la décadence et que les Juifs retourneraient dans les pays d'où ils étaient venus.

■ **Royaliste : Et comment les Israéliens se représentent-ils les Arabes ?**

Frédéric Encel : Les Arabes ne les intéressent pas. Ce qui a approfondi le fossé. Les Israéliens ont refondé un État, sur l'idée, qui se retrouve dans la législation, du retour en Eretz Israël. Les écoliers apprennent qu'Israël a été occupé pendant dix-neuf siècles. Pendant longtemps, les Israéliens ont été persuadés que les Palestiniens n'avaient qu'à s'installer dans d'autres pays arabes ; ils ne comprenaient pas pourquoi ils refusaient de devenir Jordaniens ou Égyptiens. C'est seulement depuis la première Intifada qu'ils ont admis que les Palestiniens s'étaient dotés d'une conscience nationale.

Pour comprendre les guerres au Proche Orient, il faut avoir à l'esprit ce fossé abyssal dans les représentations des Arabes et dans celles des Juifs.



■ **Juillet 2000. Camp David II. Ehoud Barak et Yasser Arafat. Deux mains tendues mais une incompréhension réciproque.**

■ **Royaliste : Comment analysez-vous la situation, depuis la mort d'Arafat ?**

Frédéric Encel : D'abord, il faut sortir du sentimentalisme. On a parlé de *tendresse* à propos des accords d'Oslo - et nous avons vu le résultat sanglant de ces effusions romanesques. Il faut aussi se garder de définir les protagonistes selon des concepts qui n'ont pas grand sens dans les relations internationales. Mahmoud Abbas a écrit autrefois une thèse révisionniste : cela n'empêche pas qu'il représente aujourd'hui un espoir. Ariel Sharon est un militaire dur de dur. Mais c'est lui qui a décidé le retrait de la bande de Gaza, que la gauche israélienne n'a pas été capable de faire. N'oublions pas que c'est l'aimable Shimon Peres qui a été à l'origine de grosses implantations juives qui aujourd'hui posent problème.

L'analyse doit être géopolitique : il ne s'agit pas de régler des comptes sur le passé, de publier des anathèmes ou de faire preuve de *générosité* mais de prendre la mesure des rapports de force et d'établir en fonction de ceux-ci des propositions raisonnables.

Arafat n'a pas compris que le déclenchement de la seconde Intifada serait catastrophique - ce qui a été le cas - alors que Mahmoud Abbas lui avait demandé de renoncer à la militarisation de la lutte. Ce dernier est un pragmatique, de même que Sharon, militaire nationaliste qui a démantelé des implantations quand il était ministre de la Défense en 1982. Sharon n'est ni gentil ni méchant, c'est un homme d'État qui tente de réaliser ce qui convient le mieux pour la défense de sa population - même s'il faut en passer par des moments douloureux.

L'espoir, au Proche Orient, est dans cette double reconnaissance des réalités géopolitiques à partir de laquelle il deviendra possible de faire la paix.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

Frédéric Encel
et François Thual

*Géopolitique d'Israël,
dictionnaire pour sortir
des fantasmes*

prix franco : 23 €.

Balkans

Après le déferlement d'images et de déclamations compassionnelles, dans la dernière décennie du siècle dernier, les médias font silence sur les Balkans. Quelques mots sur la candidature croate à l'Union européenne, un reportage sur la mafia albanaise, quelques phrases sur des résultats électoraux... Faut-il s'indigner de cette indifférence ? Non. Les innombrables images diffusées naguère ne permettraient pas de comprendre les situations de guerre et les commentaires idéologiques de la pensée correcte.

Pourtant, les nations balkaniques constituent une partie importante de l'Europe et sont appelées à rejoindre l'Union européenne. Dans quel ordre ? À quelles conditions ? Ces questions sont infiniment délicates. La revue *Agir* (1) y apporte des réponses variées et complexes qui permettent de dresser un état général des lieux.

Regards précis sur l'histoire, sur les stratégies des puissances pendant les récents conflits, sur les identités nationales et religieuses, bilan et perspectives démographiques, examen du processus d'intégration des Balkans dans l'Union européenne, aperçus sur les réseaux criminels, éléments d'analyse économique - par exemple sur les investissements directs étrangers : de dures vérités sont exprimées par les auteurs et certains points sont contestables.

On se souviendra cependant que, quant aux Balkans, il est difficile d'être pleinement d'accord avec quelqu'un d'autre - et avec soi-même.

Maria DA SILVA

(1) *Agir*, Revue générale de stratégie, n°19, octobre 2004, prix franco : 15 €.

L'économie trafiquante

A partir d'une étude rédigée pour le Quai d'Orsay et jetée dans ses oubliettes, Jean de Maillard expose dans un ouvrage très informé la logique criminogène de la dérégulation ultra-libérale.

Puisqu'il est question d'économie, il est de bonne méthode de publier quelques données. Celles qui touchent les activités criminelles dépassent l'entendement : comme les affaires mafieuses connues portent sur des centaines de millions de dollars, c'est en milliers de milliards de dollars qu'il faut estimer les sommes qui circulent dans l'économie souterraine. À lui seul, le marché de la contrefaçon représente plusieurs centaines de milliards de dollars. Premier paradoxe : la fameuse *transparence* de la société moderne n'est qu'un minuscule aspect d'une opacité généralisée. Nous en savons très peu sur les circuits et les pratiques mafieuses et surtout nous ne voulons pas savoir.

Savoir, ce serait reconnaître une évidence : la collecte des *biens économiques* illicites (drogues, femmes et enfants à prostituer etc.), leur vente sur les marchés clandestins ou à ciel ouvert, la gestion des fonds mafieux et leur blanchiment, mobilise de par le monde une foule considérable d'agents et de complices (camionneurs, douaniers, banquiers) qui exécutent des tâches importantes ou très humbles et reçoivent en retour des sommes qui font tourner le commerce : vêtements, véhicules, appartements...

Vérité apparente du libéralisme : toutes ces activités économiques régies par la loi de l'offre et de la demande

constituent un *marché*. Mensonge du libéralisme : ce marché est en fait un *contre-marché* qui ne fonctionnerait pas sans l'utilisation de moyens violents - pensons au marché de la prostitution.

On pourrait cependant se rassurer en se disant que ce contre-marché est en dehors de la société normale qui est, quant à elle, dirigée par des gens décidés, sauf exception, à détruire les mafias.

C'est là une autre illusion, dénoncée avec pertinence par Jean de Maillard (1). Les activités illicites ne sont pas en marge du capitalisme globalisé. Elles ne sont pas au cœur du système comme un virus, mais le cœur du système. Elles ne sont pas vouées à rester, malgré tout, hors la loi : elles se légalisent, s'étatisent, s'institutionnalisent.

Magistrat, spécialiste de la criminalité internationale, Jean de Maillard décrit de manière détaillée cette « *économie trafiquante* » qui fonctionne et se développe parce que les pouvoirs publics acceptent que des banques tournent comme des blanchisseuses, parce que les gouvernements se servent des places financières *offshore*, parce que des États mafieux sont apparus en Asie et en Europe, qui utilisent l'armée, la police et les douanes pour le commerce de la drogue et des cigarettes.

Corruption généralisée ? Non. Mais l'homme politique

vertueux qui vote une loi répressive augmente la valeur des marchandises illicites et accroît la rentabilité du trafic : l'effet pervers de la Prohibition s'est aujourd'hui mondialisé...

Le laxisme n'est pas non plus une solution et les meilleures méthodes de traque technologique ne sont que des réponses tardives et maladroites aux usages illégaux des progrès techniques - par exemple la cybercriminalité.

De ces angoissants constants, Jean de Maillard donne une interprétation théorique générale. Il est dommage qu'il s'appuie sur Max Weber et utilise sa formulation, aussi célèbre qu'insensée, du *monopole étatique de la violence légitime* : l'État est légitime lorsqu'il refoule la violence sociale par la mise en œuvre du droit politique. Il ne peut donc y avoir d'« *illégalité légitime* » ni de « *légitimation* » de pratiques délictueuses mais seulement des décisions qui rendent *admissibles, acceptables, excusables* des pratiques qui restent, en tout état de cause, illégales.

Cette critique ouvre un débat. Elle ne diminue en rien l'analyse de la dérégulation financière qui commence avec la dévaluation du dollar en 1971 et qui se confirme grâce à la libre circulation des capitaux. Tout ceci sous l'égide des États-Unis, qui imposent une prétendue « *économie de marché* » dont ils ne respectent pas les règles. Autre paradoxe, chargé de violence.

Sylvie FERNOY

(1) Jean de Maillard - « *Le rapport censuré, Critique non autorisée d'un monde dérégulé* », Flammarion, 2004, prix franco : 22 €.

Retour au vingtième siècle

On parle beaucoup en ce moment du philosophe Alain Badiou et de son dernier ouvrage. À juste raison. Le penseur est original, parfois profond. On peut même discerner en lui une sorte d'aristocrate intellectuel, libre des préjugés les plus courants, faisant son miel des plus hautes déterminations de la culture et traçant un sillage particulier dans le monde et dans le temps. Voulant faire une sorte de bilan de ce que fut le vingtième siècle, il dessine une méthode qui a sa pertinence, puisqu'elle nous fait découvrir des coordonnées qui valent bien certaines problématisations paresseuses. Reste qu'Alain Badiou entend demeurer presque féroce et fidèle à la radicalité révolutionnaire des années soixante, soixante-dix, et qu'il invoque encore sans frémir le patronage de Lénine et de Mao. D'une certaine façon, ce *siècle*, dont il recherche obstinément le secret, demeure le sien, jusque dans sa dureté, son absolutité.

Ce secret il le pourchasse dans divers domaines : politique, philosophie, psychanalyse, poésie, arts. On retient notamment sa familiarité avec quelques poètes comme Pessoa et Saint-John Perse qu'il associe à Bertholt Brecht, sans oublier Paul Celan. J'avoue mon admiration pour son commentaire précis et de haute volée, qui nous fait comprendre souvent bien mieux qu'au travers de longs traités théoriques, l'énigme d'une époque. Alors que ce qu'il appelle le *petit siècle*, et qui fait suite au *siècle* avec la victoire libérale des années quatre-vingt, s'applique à l'affirmation de l'individualisme démocratique, Badiou demeure fasciné par l'aspiration à la Totalité, au Nous, même fusionnel cher à Sartre. Il consent pourtant que le mouvement, la traversée (*l'anabase*) qui conduit à l'identification d'un *Je* comme *Nous* à souffert des convulsions totalitaires. D'où différence d'accent entre Saint-John Perse et Celan. Pourtant, déjà le premier reconnaît : « *Un grand principe de violence commandait à nos mœurs.* » Nulle sécurité dans le siècle : violence, absence, errance. Avec Paul Celan, l'éloquence disparaît dans la concision extrême. Du *nous* sartrien, errant et victorieux, on est passé au fragile appel à être ensemble.

L'enjeu d'une telle réflexion n'est pas du tout étranger au débat actuel. La fin de la fraternité révolutionnaire a-t-elle sonné la disparition pure et simple du *nous* ? « *Nous refusons de dire, avec les acteurs de la Restauration : il n'y a que des individus en concurrence pour le bonheur, et toute fraternité active est suspecte.* » Le privilège de l'intellectuel consiste, sans doute, à établir des relations inattendues entre les mots des poètes et la réalité sociale et politique : « *Ensemble, notons-le, était le principal et étrange mot d'ordre des manifestations de décembre 1995. Il n'y en avait même aucun autre, en tout cas qui soit une invention, qui ait puissance de nommer l'anabase des manifestants.* » Mais il est une autre dimension *vingtiémiste* aujourd'hui en péril, qui se rapporterait plutôt au domaine général des arts et qui concerne les *avant-gardes*, celles dont les manifestes n'ont cessé de ponctuer le temps, comme autant de volontés de faire toute chose

nouvelle, de marquer une différence décisive. Il s'agit de changer de signe, en trouvant parfois la formule magique qui s'empare de la situation, puisqu'elle est reprise par des milliers de gens en marche. C'est aussi la passion du réel qui s'affirme. Le dix-neuvième avait été l'ère de l'utopie et du projet. Le vingtième fut le moment du total investissement dans l'action, au prix de tous les risques, notamment ceux de la cruauté.

Significativement, Badiou a tout un chapitre intitulé *cruautés*, où avec le secours aussi des poètes il peut poser subjectivement l'un des aspects les moins contestables du *siècle*. Peut-être atteignons-nous là une dimension redoutable où se révélera un désaccord décisif. Car il apparaît que dans l'écho que lui donnent les poètes, la cruauté est en quelque sorte justifiée, et donc qu'elle se justifie presque de soi un peu à la manière de la violence léniniste accoucheuse de l'histoire : « *On est dans le moment où l'individu est en quelque sorte transcendé par quelque chose de plus vaste que lui (...)* Moment où la subjectivité personnelle éclate, se discute ou se constitue autrement (...) L'idée ne peut prendre corps que dans un nous, mais le je n'accède à sa dissolution qu'au risque assumé, voire désiré du supplice. » N'y a-t-il pas risque d'esthétisation de la souffrance dans une démarche à la fois orgueilleuse et cynique, celle des grands révolutionnaires toujours au bord de tomber dans le nihilisme et la terreur ?

Le risque réapparaît clairement en fin du livre, lorsque Badiou se moque cruellement de la propension actuelle à la compassion pour les victimes. Que dire d'un tel dérapage : « *D'où provient en effet qu'aujourd'hui il ne soit lourdement question de l'homme que sous la forme du supplicié, du massacré, de l'affamé, du génocidé ? Sinon de ce que l'homme n'est plus que la donnée animale d'un corps, dont l'altération la plus spectaculaire, la seule qui soit vendable (et nous sommes dans le grand marché), on le sait depuis les jeux du cirque est la souffrance ?* » Et encore : « *Disons que ce que*

les démocraties contemporaines entendent imposer à la planète est un humanisme animal. L'homme n'y existe que comme digne de pitié. L'homme est un animal pitoyable. » Sans contester ce qu'il peut y avoir parfois de manipulation par les sentiments dans beaucoup d'opérations humanitaires, on ne peut laisser passer pareille déclaration du pire style nietzschéen. La philosophie révolutionnaire n'unit-elle pas léninisme et fascisme dans une indifférence aristocratique à la pauvre humanité ? Le goût des avant-gardes ne s'origine-t-il pas dans une volonté transgressive où s'affirmeraient le surhomme, l'acteur impitoyable de l'histoire prométhéenne ?

Pourtant, il arrive à Alain Badiou de désigner avec pertinence les défauts les plus graves de ce libéralisme économique qu'il exècre (malheureusement il exècre tout autant le libéralisme politique dont il faudrait – l'exemple de Tocqueville aidant – le distinguer soigneusement). Exaltant le projet de l'homme nouveau qui suppose la rupture et la fondation d'un monde politique nouveau, notre philosophe l'oppose à la non-volonté actuelle. Et pourtant « *c'est aujourd'hui avec les manipulations génétiques, qu'on s'apprête à changer réellement l'homme, à modifier l'espèce* » Mais ce changement ne correspond à aucun projet. Nous donnons dans l'*automatisme des choses*. L'observation est pleinement justifiée, mais elle ne corrige pas l'aristocratie forcenée et cruelle dont l'admirateur de Mao demeure, en dépit de ses raffinements culturels, le partisan passionné. Badiou a du succès, nous dit-on ? Le retour à la radicalité n'est pas forcément une bonne nouvelle.

par Gérard Leclerc



Alain Badiou - « *Le Siècle* », Coll. L'ordre philosophique, Seuil, prix franco : 24 €.

Mr Eddy

Ses aficionados le pressentaient, cet album nous le confirme : les chansons d'Eddy Mitchell possèdent une force visuelle, un tempo narratif. C'est donc un réel plaisir que de non seulement les entendre mais les lire et les regarder comme on redécouvre un vieil album souvenir.

Sous le crayon de différents dessinateurs – donc autant de style et de lecture – dix-huit chansons de Mr Eddy s'illustrent et se déclinent comme autant de petites histoires. On y rencontre quelques-uns des grands noms de la BD contemporaine : Floch, Dany, Taymans, Springer ou Griffo pour n'en citer qu'un minimum. On retrouve une poésie tantôt mélancolique tantôt ironique. On se coltine avec le désenchantement du monde moderne ou les rêves d'espaces infinis à jamais inaccessibles. On peut, un instant, fermer les paupières et alors sons et images se mêlent rendant vaguement gröggy et heureux de l'être.

L'éditeur a eu l'excellente idée de mettre les textes des chansons ainsi illustrées et d'intercaler de brefs entretiens de Mr Eddy où l'on s'aperçoit que ce dernier est aussi érudit en bandes dessinées qu'en cinéma. Alors ne mégotons pas notre plaisir et précipitons-nous acheter ce fort bel album.

Bruno DIAZ

▣ « Les Chansons de Mr Eddy », album de BD accompagné d'un CD audio, Éd. Soleil, prix franco : 34,90 €.

La liberté guidait nos pas

Les témoins et les acteurs se font rares, raison de plus pour encore et encore les écouter, savoir ce qu'ils ont fait et vécu alors même que l'imbécillité au front de taureau se déchaîne à salir leur héroïsme et amoindrir leurs mérites.

Soixante ans ont passé ; on sait ce que furent les camps d'extermination nazis, ultime étape pour tant de résistants, hommes et femmes, déjà marqués dans leur corps par d'épouvantables tortures. Jacques Baumel fut l'un de ces combattants de l'ombre qui a pu échapper à la capture. Ce Cévenol, protestant convaincu, jeune médecin fut l'un des premiers à refuser l'humiliation de la défaite ; il entra dans la clandestinité pour occuper rapidement les fonctions de secrétaire général des mouvements unis de la Résistance. « *Lieux géométriques des trois principaux mouvements de la Résistance en zone sud.* » À ce poste, il fut un témoin privilégié. Le regard qu'il porte sur les *hommes de l'ombre*, leurs combats, parfois leur rivalité et même certaines trahisons, présente – à défaut de nouvelles révélations – un grand intérêt.

La liberté guidait nos pas n'est pas une histoire de la Résistance. C'est une série de portraits, d'anecdotes, de rappel de faits saillants, ses courts chapitres disent la vie, les luttes, la mort, parfois aussi le sourire et même l'amour dans un étrange univers. Ces pages ont aussi été écrites par un partisan, engagé dans le gaullisme ; elles en portent naturellement la trace, il faut accepter ce regard sans que l'honnêteté de l'auteur puisse être le moins mis en cause.

Qui furent les Résistants ? Des gens de tous bords, de tous milieux : sans parti, socialistes, démocrates, royalistes et l'au-

teur souligne ce fait comme si l'engagement de ces derniers relevait du surnaturel, communistes en rupture avec les directives officielles du parti et qui n'avaient pas attendu, après l'opération Barbarosa, que Moscou « *les autorise à se sentir Français.* » Réaction spontanée contre l'inacceptable, irrationnelle même tant la partie engagée contre les Allemands et leur armée semblait un pari insensé.

Amateurs, ils le furent tous, y compris les militaires dont la formation ne les avait pas préparés à ce genre de guerre, ce qui, parfois même, leur fut un handicap supplémentaire. Contre toute logique tant leur volonté de vaincre est farouche, ces résistants de la première heure se rassemblent, s'organisent, se structurent, ils luttent. Surgissent alors des difficultés d'ordre interne : qui va fédérer un ensemble si hétérogène, pour quels objectifs politiques à mettre en œuvre après la victoire ?

Trois conceptions s'affrontent : les nostalgiques de la III^e République, les gaullistes et les communistes. Communistes dont l'auteur oppose l'héroïsme des simples militants au cynisme de leurs dirigeants, employant tous les moyens, même les plus douteux, afin de *coloniser* le mouvement. Oppositions doctrinales, querelles de personnes, Jacques Baumel rapporte la véritable haine qui opposait Jean Moulin et Pierre Brossolette dont il suggère qu'elle fût à l'origine de la fin tragique de ces deux figures emblématiques. Rappeler cela c'est dire que la Résistance fut

l'œuvre d'hommes avec leurs passions, leurs peurs, leurs faiblesses, ce n'est pas amoindrir le mérite de l'ensemble, de ces *Soutiers de la gloire*, innombrables, « *qui moururent dans l'obscurité pathétique des cales.* »

De beaux portraits « *de résistants injustement oubliés* », beaucoup de noms connus, des figures splendides que l'auteur, à son poste, a rencontrées : Berthie Albrecht, Geneviève de Gaulle, le général Delestraint, Cavaillès et Michelet, le philosophe et le saint... Des intrigants, des ambitieux, des carriéristes aussi, dont, selon Baumel, l'exemple typique, jusqu'à la caricature, demeure François Mitterrand à « *l'ambition dévorante* » dont le portrait dressé dans ces pages rejoint celui fait par Henri Frenay dans son beau *La nuit finira*. Après avoir refusé à de Gaulle de servir sous l'uniforme dans l'armée d'Italie « *ce qui ne correspondait pas à son plan de carrière* » l'homme entra en Résistance. « *Nous ne mesurons pas son génie si particulier à tout compliquer et à faire naître sous ses pas intrigues, conflits et difficultés de toutes sortes.* »

Aléas d'une aventure humaine exceptionnelle que la résistance dans sa globalité a su surmonter. L'idéal de liberté à reconquérir valait ces sacrifices, ils furent consentis. Les faiblesses de certains, rappelées avec peut-être trop d'insistance, ne doivent pas occulter l'immense courage de la grande majorité de ces combattants de l'ombre. Le livre de Baumel est un témoignage captivant, il doit être lu.

Michel FONTAURELLE

▣ Jacques Baumel - « *La liberté guidait nos pas* », Plon, prix franco : 19 €.



Résistance

Le 25 janvier, bravant le vent glacé, plusieurs dizaines de royalistes s'étaient rassemblés devant le 7 du quai Voltaire, à Paris, où était situé en 1944 le siège clandestin du réseau de renseignement créé par Hubert de Lagarde. Il s'agissait de commémorer le 60^e anniversaire de la mort, en 1945, de ce royaliste au camp de Dora et d'y associer la mémoire des autres résistants royalistes assassinés par les nazis.

Dans son allocution, François-Marin Fleutot, instigateur de cette manifestation, rappela brièvement les principaux épisodes de l'action d'Hubert de Lagarde et énuméra les noms de quelques-uns des royalistes morts pour la France libre : Jacques Renouvin (mort au camp de Mauthausen), Raymond Toublanc (mort au camp de Neuengamme), Honoré d'Estienne d'Orves (fusillé au mont Valérien), Henri Veit (fusillé à Belfort)... Une gerbe fut ensuite déposée par Philippe Boiry, président de la *Centurie des plus jeunes combattants volontaires de la Résistance*. Après une minute de silence et de recueillement, l'assistance entonna *Le Chant des partisans*.

Aux côtés d'Yvan Aumont et de Bertrand Renouvin, représentants le Comité directeur, de nombreux militants de la Nouvelle action royaliste sont venus prendre part à cette manifestation.

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 19 et 20 mars 2005. Rappelons que tous les adhérents de la NAR peuvent participer au travail des commissions (le 19 mars). Bonne occasion pour ceux de nos lecteurs qui voudraient s'impliquer plus à fond dans notre action d'adhérer à la NAR (formulaire envoyé sur simple demande). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, *"La réforme des corps centraux de l'État"* et, d'autre part, *"Le démantèlement du droit social"*.

Merci de noter cette date sur vos agendas.

RELIURES

Nous mettons à la disposition des lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une très belle reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée.

➤ Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 15 € franco.

➤ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 2,60 € pièce).

➤ Vendus aussi par année complète (47 € franco) de 1977 à 2004 (sauf 1979).

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste> et www.narinfo.fr.st (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« *abonné des mercredis* » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 9 février** : Mouvement intellectuel et organisation politique, journal quotidien et ligue militante, l'Action française a marqué son époque – celle de la III^e République – avant de lier son sort au régime de Vichy. Après plus de trente années de combats virulents et de polémiques impitoyables, que reste-t-il de ce courant principalement représenté par Charles Maurras ? Longtemps, les fidélités passionnées et les haines farouches ont troublé les jugements. Les émotions sont retombées et la parole appartient maintenant aux historiens. Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lille 3, auteur d'un ouvrage sur la condamnation de l'A.F. par le Vatican, Jacques PREVOTAT vient de publier un « *Que sais-je ?* » sur ce courant monarchiste absolutiste. Nous lui avons demandé d'exposer

« *L'influence de l'Action française* » sur son temps et dans la seconde moitié du XX^e siècle. Quelques témoins se joindront à notre invité pour animer le débat.

● **Mercredi 16 février** - Grand reporter au *Figaro*, très apprécié pour ses dialogues avec Christophe Barbier sur i-télévision, Éric ZEMMOUR est l'auteur de six livres, parmi lesquels une biographie d'Édouard Balladur, une analyse très remarquée de Jacques Chirac (« *L'homme qui ne s'aimait pas* », voir *Royaliste* n° 789) et un roman balzacien (« *L'Autre* ») qui conte, avec cruauté, l'ascension vers les sommets d'un homme qui ressemble fort au président de la République. A cet observateur qui fait preuve d'une rare indépendance d'esprit, nous avons demandé de nous expliquer « *La droite* » : ses caractéristiques essentielles, ses luttes internes, le sens de ses victoires, la nature de sa domination, le poids des « affaires », les certitudes, mal connues, parfois étranges et inquiétantes, qui animent ses principaux dirigeants.

● **Mercredi 23 février et 2 mars** - Pas de conférence en raison des vacances d'hiver.

Pour recevoir régulièrement le programme des « *mercredis* » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « *carte d'abonné* » (8 € pour l'année)

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La France n'est pas coupable

Auschwitz le 27 janvier, M. Chirac a tenu des propos inacceptables. Évoquant les juifs français victimes du nazisme, le président de la République a déclaré ceci : « *Votre souvenir, celui de ce monde qui fut* », est pour la France plus qu'une douleur. Il est la conscience d'une faute. Il est une exigence de responsabilité ».

Les citoyens français commémorent dans la douleur le sixième anniversaire de la libération des camps. Au souvenir du génocide, ils savent mieux qu'avant la guerre les responsabilités qu'ils doivent prendre. Ils n'ignorent pas que les collaborateurs de l'Occupant ont appelé à la persécution des Juifs, l'ont organisée et mise en œuvre. Ils n'oublient pas non plus que les traîtres ont été jugés, condamnés à la prison ou à la peine de mort à la Libération - quand ils n'avaient pas été exécutés par la Résistance.

Contrairement à ce qu'affirment quelques plumitifs, ces souvenirs tragiques demeurent vifs et ils ont été transmis. Mais la politique de collaboration menée par certains individus, punis pour leurs crimes, n'autorise pas le président de la République française à proclamer à la face du monde, lors d'une cérémonie particulièrement solennelle, que la France a conscience d'une faute.

Cette opinion est scandaleuse : elle trouble les esprits, elle divise les citoyens, elle provoque une immense colère.

Il faut cependant opposer de froides raisons aux propos tenus par M. Chirac. L'important n'est pas de lui faire part de l'indignation d'une collectivité et de la

blesse ressentie par plusieurs de ses membres, mais de dénoncer son irresponsabilité en ce moment précis de l'histoire : celui où les rescapés des camps nazis transmettent ce qu'ils ont vécu à leurs enfants, à leurs petits-enfants et à l'ensemble des générations qui n'ont pas subi le poids de la guerre.

On appelle cela le *devoir de mémoire* (1) sans jamais penser aux possibles errements de ceux qui font la dictée. Le devoir, pour M. Chirac, c'est l'obliga-



tion d'enseigner l'histoire d'une faute, la mémoire d'une terrifiante culpabilité. Pour lui « *notre pays a reconnu en 1995 ce que fut la réalité de son histoire. Ce que furent ses responsabilités* ». Selon lui, « *c'est dans cet esprit que nos professeurs ont le devoir et la mission de transmettre et de transmettre encore toute la vérité sur ces années* ».

Comme si la vérité pouvait tenir dans ce mélange de dolorisme et d'inventions historiques.

La vérité a été énoncée par le général de Gaulle dès 1940 et par tous nos chefs d'État jusqu'en 1995 : Vichy fut un pouvoir de fait, non un État de droit.

Vichy était illégitime selon toutes les définitions de la légitimité : le dictateur autoproclamé acceptait la destruction de l'unité du pays et la perte de l'indépendance nationale, ne garantissait pas la sûreté des citoyens, récusait les droits de l'homme et dirigeait le pays sans Constitution.

Tous les actes de ce pouvoir de fait étaient illégaux, pour cette seule raison que la loi est l'expression de la volonté générale et que celle-ci ne pouvait en aucune manière s'exprimer (2).

Si l'on reconnaît aujourd'hui la légalité d'un pouvoir qui a constamment violé la Déclaration de 1789 et les principes généraux du droit (égalité, non-rétroactivité des lois...), alors il faut en tirer toutes les conséquences : dire que la condamnation à mort du général de Gaulle était justifiée, dire que les Résistants étaient les *voyous* et les *terroristes* dénoncés par la presse vichyste et pourchassés par la Milice.

En vieil expert des poids et mesures, M. Chirac a remercié les « *Résistants, militants politiques et syndicaux, patriotes, condamnés parce qu'animés d'une certaine idée de l'homme, de la nation, de la société, de la France, votre patrie (...)* ». Mais ce fut après avoir renié leur conviction première : l'idée simple et juste que la France était à Londres avec le général de Gaulle, à Alger avec le Gouvernement provisoire, qu'ils étaient eux-mêmes, à Koufra, à Bir Hakeim, dans leurs réseaux et leurs maquis, la *France combattante*.

M. Chirac a-t-il jamais su ce qu'il en est de la France ?

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. mon article en page 2.

(2) cf. l'article de Jacques Blangy, *Vichy un « État républicain » !* dans *Royaliste* n° 793, page 4.